

jourd'hui. Pour les quelques centaines d'étudiants hongrois qui poursuivent encore leurs études dans leur langue dans les sections de l'ancienne université hongroise de Kolozsvár, devenue roumaine, il n'existe pratiquement aucun débouché. Le nombre des institutions d'enseignement secondaire a été progressivement réduit à tel point que l'envoyé spécial de *L'Express* (28 octobre 1978) en Transylvanie affirme que «les lycées disparaissent».

Les écoles primaires hongroises, en vertu des directives du parti, se transforment en écoles roumaines. La dispersion des Hongrois aura comme résultat «l'insuffisance des élèves hongrois». Le problème scolaire au niveau primaire est beaucoup plus grave dans les régions où la minorité hongroise est isolée au milieu d'une population roumaine majoritaire. En Moldavie, les écoles hongroises ont été supprimées à partir de 1960 et l'utilisation de la langue hongroise interdite dans les célébrations du culte catholique. Étant donné que dans cette région la population roumaine est orthodoxe grecque ou grecque catholique, l'interdiction de l'usage de la langue équivaut à l'effacement pur et simple de la liberté religieuse, assurée d'ailleurs par la constitution.

En outre, les manuels scolaires destinés aux enfants hongrois, ne sont que des traductions des manuels roumains. L'utilisation de tout autre document à des fins autres est interdite. Ainsi, à l'exception des informations et connaissances acquises au foyer familial, les élèves ne peuvent s'initier à leur culture et à leur histoire nationale. Sur ce point, la lettre ouverte du membre du Comité Central du Parti communiste roumain, Karoly Kiraly constate ces faits:

«Nous avons reçu la promesse que nous aurions des lycées, des écoles techniques où la langue de l'enseignement sera celle des nationalités et nous sommes les témoins oculaires de la diminution numérique de ces écoles d'année en année. Les enfants ne peuvent étudier dans leur langue maternelle; l'apprentissage obligatoire de la langue roumaine est introduite dans les garderies. Le décret de 1976 supprime le droit d'existence des institutions d'enseignement supérieur de langue hongroise. Le sort de l'Université Bolyai de Kolozsvár, (devenue Université Babes) fut aussi celui de l'Institut médical et pharmacologique de Marosvásárhely et, à la suite d'une décision supérieure, l'École supérieure artistique d'Istvan Szentgyörgyi fut transformée en section roumaine. Par de tels procédés, on a liquidé les derniers îlots de l'enseignement supérieur hongrois. Ce n'est un secret pour personne que le directeur

du Théâtre national hongrois de Marosvásárhely est un Roumain qui ne parle pas le hongrois. Il n'est pas nouveau non plus, que dans les villes, ayant encore une majorité hongroise telles que Nagyvárad, Marosvásárhely, Szovata, etc., la nomination des maires roumains, ne sachant pas le hongrois, est courante.»

La mobilité sociale et l'aménagement du territoire

La mobilité sociale, le plus souvent forcée, et l'aménagement du territoire sont des méthodes classiques employées pour diminuer le poids et la cohésion d'un groupe minoritaire. La mobilité sociale forcée éloigne les travailleurs hongrois de leur groupe ethnique et culturel. En vertu du code du travail, ils sont obligés d'accepter un travail et par conséquent de s'établir ailleurs. Pour obtenir un meilleur poste, les travailleurs hongrois, par opportunisme ou intérêt personnel ou professionnel, changent même leur nom. Beaucoup de personnes ignorent que c'est le cas des parents de la gymnaste Nadia Comaneci, (KEMENES en hongrois) championne aux Jeux olympiques de Montréal. L'entraîneur de l'équipe roumaine, porte le même nom que l'auteur de la lettre ouverte: Béla Kiraly. L'entraîneur et la gymnaste hongrois, conformément aux directives données par N. Ceausescu les 4 et 5 avril 1974, ont été tenus de parler le roumain devant le public. Ainsi, la dispersion de la population hongroise de Transylvanie diminue le poids de la minorité, modifiant en même temps la structure ethnique des villes. En général, pour un Hongrois, l'autorisation de s'installer dans les grandes villes, comme celle de Kolozsvár ayant une population hongroise considérable, est presque toujours refusée. Par contre, les autorités municipales roumaines encouragent la ruée de la population roumaine vers les grandes villes ayant une population hongroise. Ainsi, la population de Kolozsvár a augmenté entre 1965 et 1976 de 167 000 à 220 000 habitants, mais les Hongrois qui étaient 75 000 en 1965 ne sont guère plus nombreux en 1978. La population rurale hongroise, pour des raisons de mobilité professionnelle, est obligée de quitter la Transylvanie et de chercher un emploi dans les régions éloignées. Cette mobilité, qui touche particulièrement des jeunes fuyant la campagne, explique en grande partie l'importance du nombre des ouvriers hongrois (deux fois prolétaires) dans les centres industriels éloignés.

Les rapports entre Hongrois eux-mêmes

Les sociographes ethnologues, soucieux de sauvegarder la culture populaire dans les